

## Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 30 juin 2014

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence de la morosité observée au premier trimestre et des perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents, les prévisions de croissance de l'économie mondiale ont été abaissées par le Fonds monétaire international (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2014, la croissance de la production mondiale s'éleverait désormais à 3,4 % sur l'ensemble de l'année 2014 (contre +3,2 % en 2013 et +3,5 % en 2012).

Après une progression de 0,2 % début 2014, le PIB de la zone euro est stable au deuxième trimestre (0,0 %). L'économie française connaît, comme au premier trimestre, une croissance nulle sous l'effet notamment d'un nouveau recul de l'investissement et d'une contribution négative des échanges extérieurs (-0,1 point de PIB). La production totale de biens et services est pour sa part quasi-stable (-0,1 %). Seule la consommation des ménages se redresse, avec une hausse de 0,5 % des dépenses de consommation.

Lors de sa réunion du 7 août 2014, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 0,15 %, soit un niveau historiquement bas. Le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de la facilité de dépôt restent également inchangés à respectivement 0,40 % et -0,10 %. Lors de sa conférence de presse, le Président de la BCE a indiqué que : « les mesures de politique monétaire décidées début juin ont conduit à un assouplissement de l'orientation de la politique monétaire ». Il a également précisé que : « les opérations de refinancement à plus long terme ciblées qui doivent être effectuées au cours des prochains mois renforceront l'orientation accommodante de notre politique monétaire. (...) Ces opérations doivent permettre de continuer à assouplir les conditions de financement et de soutenir l'octroi de crédit à l'économie réelle. En se transmettant progressivement à l'économie, ces mesures contribueront à ramener le taux d'inflation à des niveaux plus proche de 2 % (...) S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. En outre, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de continuer à répondre aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation ».

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'activité économique est une nouvelle fois soutenue essentiellement par la consommation des ménages sur le Territoire. L'investissement des entreprises peine à repartir et la commande publique demeure réduite. L'activité bancaire fléchit, signe d'une dégradation de l'environnement économique local. Le recul de la production de crédit est commun à l'ensemble des acteurs économiques du Territoire. La collecte de dépôts ressort néanmoins légèrement positive sur le trimestre.

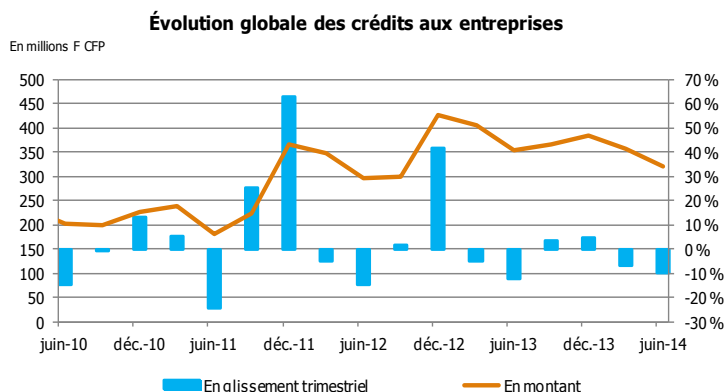
#### Repli de l'activité de financement

L'encours des **crédits octroyés par l'établissement de crédit local** témoigne d'une nouvelle contraction sur le trimestre (-4,0 % au 30 juin 2014 après -5,1 % à fin mars), pour atteindre un encours sain de 1,68 milliard de F CFP (-4,8 % en rythme annuel). Cette évolution fait suite au pic enregistré fin 2013 où la banque locale enregistrerait un encours sain de 1,85 milliard de F CFP.

#### Diminution notable des crédits aux entreprises

Dans un environnement économique atone, l'encours des **crédits accordés aux entreprises** recule de 9,8 % sur le trimestre pour atteindre un montant total de 322 millions de F CFP (-9,2 % en rythme annuel).

Sur le trimestre, l'encours des crédits d'investissement s'inscrit de nouveau en retrait (-9,1 % après -8,3 % à fin mars) mais enregistre une hausse de 6,0 % sur l'année. Les encours des crédits immobiliers et des autres crédits, qui représentent 80 % des crédits aux entreprises, se replient plus modérément (respectivement -2,5 % et -3,4 % sur le trimestre). À fin juin, l'encours des crédits d'exploitation est très faible (1 % de l'encours total) et chute de 87,0 % sur les trois derniers mois.



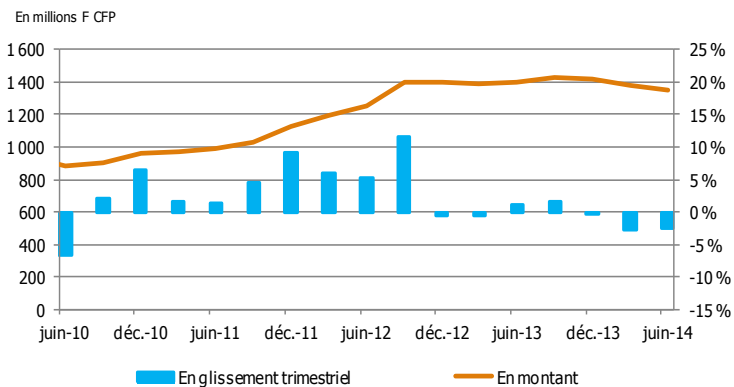
## Contraction modérée des crédits aux ménages

Au 30 juin 2014, l'encours des **crédits accordés aux ménages** enregistre une diminution de 2,6 % en rythme trimestriel. Sur l'année, les crédits aux ménages se replient de 3,7 % pour atteindre un montant total de 1,35 milliard de F CFP.

Principale composante de l'endettement des ménages, les **crédits à la consommation** s'infléchissent de 2,1 % au cours des trois derniers mois. D'un encours total de 1,19 milliard de F CFP, ils affichent un repli plus contenu sur l'année (-1,5 %).

L'encours des **crédits à l'habitat** est en constante diminution depuis septembre 2012. Il s'élève à 154 millions de F CFP, en recul de 5,9 % sur le trimestre et de 18,0 % sur l'année.

Évolution globale des crédits aux ménages



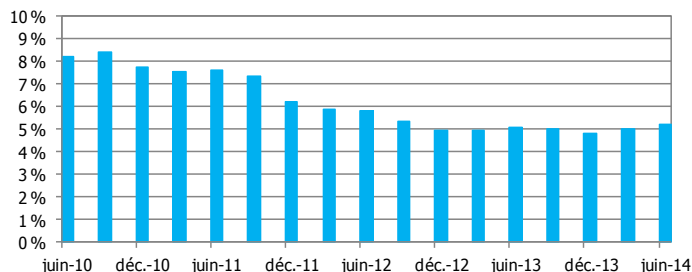
## Une sinistralité contenue, en légère augmentation

La banque affiche un taux de **créances douteuses** en légère augmentation (5,2 % au 30 juin 2014 contre 5,0 % au 31 mars). Cependant, l'encours des créances douteuses brutes, qui s'élève à 92,6 millions de F CFP, est en repli de 0,1 % sur le trimestre et de 2,3 % sur l'année.

Le secteur du commerce concentre 56,6 % des créances douteuses de la banque locale.

La qualité du portefeuille demeure globalement stable depuis décembre 2012.

Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



## Progression modérée des actifs financiers collectés localement

Au 30 juin, l'encours total des **dépôts locaux** enregistre une hausse de 1,1 % sur le trimestre et s'établit à 5,01 milliards de F CFP. Sur l'année, les actifs financiers collectés par l'établissement de crédit local sont en repli de 20,1 % suite au choix d'un organisme local de placer ses excédents de trésorerie auprès d'un établissement de crédit hors zone d'émission.

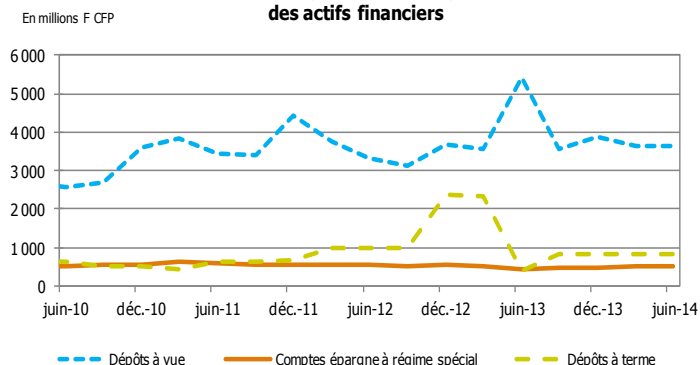
Principale composante de l'activité de collecte, les **dépôts à vue** progressent de 1,1 % sur les trois derniers mois (-32,4 % sur l'année). D'un encours total de 3,66 milliards de F CFP, ils représentent 73 % des actifs financiers gérés localement. La contraction des dépôts à vue des ménages et des entreprises (respectivement de 0,7 % et de 1,5 %) est compensée par la hausse de collecte auprès des collectivités locales (+9,8 % au 30 juin après +11,2 % au 31 mars).

L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** enregistre la plus forte progression sur le trimestre (+3,1 %, +18,3 % sur l'année). Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux reste modéré (10,6 %), à 530 millions de F CFP.

Enfin, les **dépôts à terme** se maintiennent à un niveau proche de 820 millions de F CFP (+0,0 % sur le trimestre) et représentent 16,4 % des dépôts locaux. Détenus principalement par les collectivités locales, leur encours a doublé sur l'année (+99,2 %).

La progression modérée des actifs financiers sur le trimestre est à rapprocher du niveau d'activité économique en repli observé ces derniers mois.

Évolution des principales composantes des actifs financiers



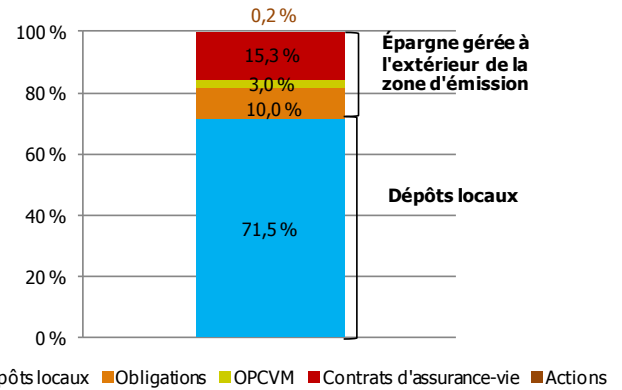
## Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement, le système bancaire local collecte d'autres placements financiers (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations...), non transformables pour leur activité de financement. Ils représentent 28,5 % de l'ensemble des actifs financiers.

Ces avoirs enregistrent une hausse de 1,4 % en rythme trimestriel pour atteindre un volume total de 1,99 milliard de F CFP (-8,3 % sur l'année). Principal produit d'épargne géré hors de la zone d'émission, les **contrats d'assurance-vie** (53 % des placements) progressent de 2,2 % sur le trimestre (+11,0 % en rythme annuel). Les **obligations**, qui représentent près de 35 % de ces actifs, affichent une croissance plus contenue (+0,4 %).

À fin juin, l'ensemble des **dépôts auprès du système bancaire local** s'élève à 7,00 milliards de F CFP, en hausse de 1,2 % sur le trimestre (-17,1 % sur l'année).

### Répartition des dépôts



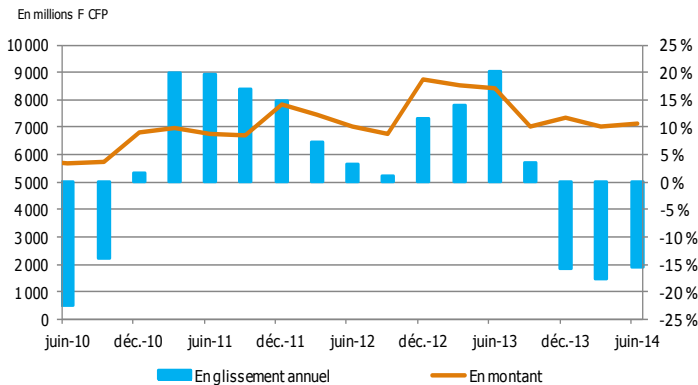
## Le solde emplois-ressources de la banque locale

### Progression mesurée de la masse monétaire sur le trimestre

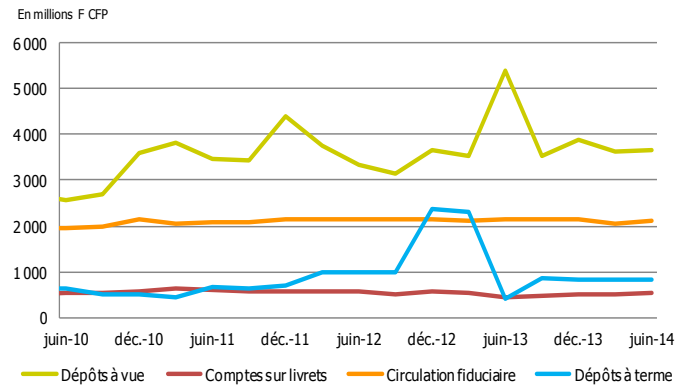
La **masse monétaire M3** s'inscrit en hausse de 1,3 % en rythme trimestriel, pour s'établir à 7,11 milliards de F CFP au 30 juin 2014. Cette évolution s'explique par l'augmentation conjuguée des **dépôts à vue** (+1,1 %, à 3,66 milliards de F CFP) et des **comptes sur livrets** (+3,1 %, à 530 millions de F CFP) au cours du trimestre. Les **dépôts à terme** restent stables sur les trois derniers mois à 820 millions de F CFP (+0,0 %).

En rythme annuel, la masse monétaire se replie de 15,4 %, sensiblement impactée par la décision d'un organisme local de placer ses excédents de trésorerie (1,5 milliard de F CFP) auprès d'un établissement de crédit situé hors de la zone d'émission.

### Évolution de la masse monétaire



### Évolution des principales composantes de la masse monétaire



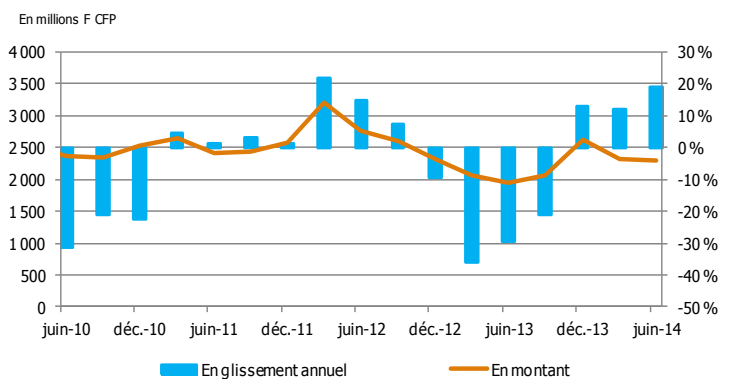
## Quasi stagnation de la position extérieure nette

Au 30 juin 2014, les **ressources du système bancaire local** s'élèvent à 4,69 milliards de F CFP, en légère augmentation sur le trimestre (+0,3 %, -20,4 % sur l'année). Essentiellement issues des dépôts collectés (85,3 % du total), elles concourent à 37,9 % au financement de l'activité de crédit.

Le **solde emplois-ressources clientèle** de la banque ressort en hausse de 3,9 % sur le trimestre (à 2,23 milliards de F CFP, -33,4 % en rythme annuel), sous l'effet conjugué d'un repli des encours de crédit (-3,8 %) et d'une collecte plus importante (+0,3 %) au cours de la même période.

La **position extérieure nette** (différence entre les avoirs et les engagements situés hors zone d'émission) s'élève ainsi à 2,30 milliards de F CFP, en recul de 0,2 % en rythme trimestriel (+18,8 % sur l'année).

### Évolution de la position extérieure nette



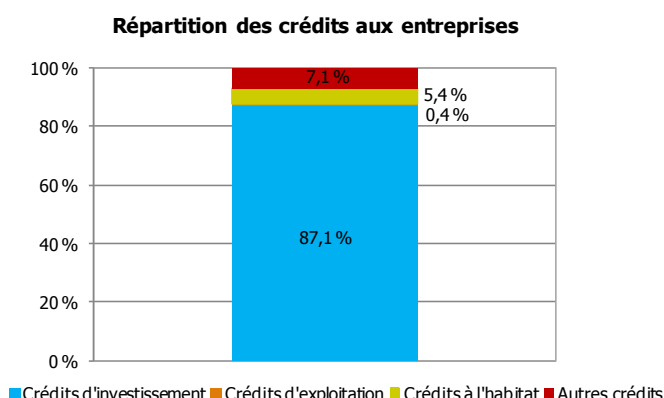
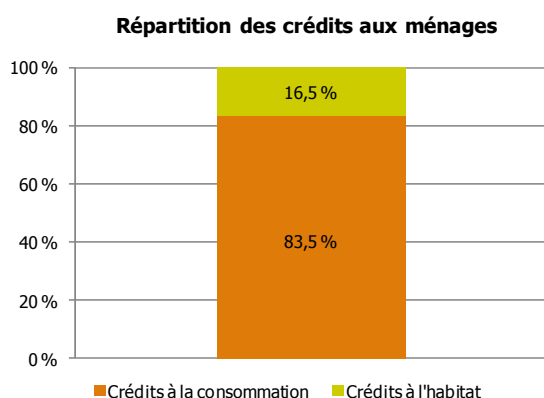
# ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux opérations enregistrées auprès du système bancaire local, les agents économiques sollicitent des financements auprès d'établissements de crédit situés hors du Territoire, notamment en Nouvelle-Calédonie.

L'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant sur le Territoire se replie au même rythme que le trimestre précédent (-5,7 % au 30 juin) et s'établit à 3,70 milliards de F CFP (-9,3 % sur l'année). L'ensemble des agents économiques locaux est touché par ce resserrement du volume des crédits. Constitués à 87,1 % de crédits à l'investissement, en recul de 4,5 %, les **concours accordés aux entreprises** (2,05 milliards de F CFP) enregistrent une baisse de 6,6 % au cours des trois derniers mois et de 8,6 % sur l'année. La contraction des **crédits octroyés aux ménages**, d'un encours total de 1,43 milliard de F CFP, est plus modérée (-3,1 % sur le trimestre). Les crédits à la consommation, qui représentent 83,5 % de l'endettement des ménages, ressortent en baisse de 2,1 % en rythme trimestriel et de 1,5 % sur l'année. Exclusivement dédiés à l'investissement, les **concours aux collectivités locales** enregistrent la plus forte dégradation (-8,8 % sur les trois derniers mois et -17,1 % en rythme annuel).

Les **créances douteuses brutes** détenues par l'ensemble des établissements de crédit s'inscrivent en baisse depuis septembre 2011. Au 30 juin 2014, cette tendance s'accélère en rythme trimestriel (-2,9 % au 30 juin après -1,7 % au 31 mars et -0,3 % à fin décembre). Sur l'année, ces concours se replient de 5,4 %, à 447 millions de F CFP. Néanmoins, le taux de créances douteuses moyen ressort en hausse de 0,3 point en trois mois, à 10,8 %, sous l'effet d'une diminution moins importante de l'encours des créances douteuses comparativement à celle de l'ensemble des concours.

Les **financements accordés par les établissements situés hors de la zone d'émission**, qui s'élèvent à 2,02 milliards de F CFP, enregistrent une nouvelle diminution sur le trimestre (-7,0 %, -12,7 % sur l'année). Leur part dans le financement de l'économie locale ne cesse de reculer (54,6 % au 30 juin contre 55,4 % en mars dernier).



## MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 954	2 079	2 142	2 139	2 133	2 158	2 064	2 104	1,9%	-1,7%
<i>Billets</i>	<i>1 953</i>	<i>2 079</i>	<i>2 143</i>	<i>2 140</i>	<i>2 133</i>	<i>2 157</i>	<i>2 065</i>	<i>2 104</i>	<i>1,9%</i>	<i>-1,7%</i>
<i>Pièces</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Dépôts à vue	2 574	3 452	3 322	5 407	3 547	3 872	3 619	3 657	1,1%	-32,4%
<b>TOTAL M1</b>	<b>4 528</b>	<b>5 531</b>	<b>5 464</b>	<b>7 546</b>	<b>5 680</b>	<b>6 029</b>	<b>5 683</b>	<b>5 761</b>	<b>1,4%</b>	<b>-23,7%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>521</b>	<b>590</b>	<b>551</b>	<b>448</b>	<b>482</b>	<b>487</b>	<b>514</b>	<b>530</b>	<b>3,1%</b>	<b>18,3%</b>
Comptes sur livrets	521	590	551	448	482	487	514	530	3,1%	18,3%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>TOTAL M2</b>	<b>5 049</b>	<b>6 122</b>	<b>6 015</b>	<b>7 994</b>	<b>6 163</b>	<b>6 516</b>	<b>6 197</b>	<b>6 291</b>	<b>1,5%</b>	<b>-21,3%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>617</b>	<b>652</b>	<b>985</b>	<b>412</b>	<b>841</b>	<b>830</b>	<b>820</b>	<b>820</b>	<b>0,0%</b>	<b>99,2%</b>
Dépôts à terme	617	652	985	412	841	830	820	820	0,0%	99,2%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>TOTAL M3</b>	<b>5 666</b>	<b>6 774</b>	<b>6 999</b>	<b>8 406</b>	<b>7 004</b>	<b>7 347</b>	<b>7 017</b>	<b>7 111</b>	<b>1,3%</b>	<b>-15,4%</b>
<b>P1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>M3+P1</b>	<b>5 666</b>	<b>6 774</b>	<b>6 999</b>	<b>8 406</b>	<b>7 004</b>	<b>7 347</b>	<b>7 017</b>	<b>7 111</b>	<b>1,3%</b>	<b>-15,4%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>6 705</b>	<b>5 907</b>	<b>6 176</b>	<b>6 556</b>	<b>7 184</b>	<b>7 369</b>	<b>7 247</b>	<b>5 915</b>	<b>-18,4%</b>	<b>-9,8%</b>
Institut d'émission	3 989	3 292	3 212	4 619	4 908	4 741	4 941	3 614	-26,9%	-21,8%
Établissements de crédit	2 717	2 616	2 964	1 938	2 276	2 628	2 307	2 302	-0,2%	18,8%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>683</b>	<b>1 508</b>	<b>933</b>	<b>930</b>	<b>851</b>	<b>826</b>	<b>868</b>	<b>916</b>	<b>5,5%</b>	<b>-1,5%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>-1 723</b>	<b>-642</b>	<b>-109</b>	<b>920</b>	<b>-1 031</b>	<b>-848</b>	<b>-1 099</b>	<b>280</b>	<b>n.s</b>	<b>-69,6%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 181	1 277	1 660	1 862	1 898	1 940	1 845	1 775	-3,8%	-4,7%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	2 904	1 919	1 769	942	2 929	2 788	2 944	1 495	-49,2%	58,8%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>584</i>	<i>590</i>	<i>595</i>	<i>598</i>	<i>598</i>	<i>600</i>	<i>601</i>	<i>601</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,6%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>94</i>	<i>92</i>	<i>91</i>	<i>88</i>	<i>87</i>	<i>86</i>	<i>86</i>	<i>86</i>	<i>0,1%</i>	<i>-1,8%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>348</i>	<i>213</i>	<i>210</i>	<i>0</i>	<i>222</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>1 878</i>	<i>1 024</i>	<i>874</i>	<i>256</i>	<i>2 021</i>	<i>2 101</i>	<i>2 258</i>	<i>808</i>	<i>-64,2%</i>	<i>215,5%</i>
<b>Total M3</b>	<b>5 666</b>	<b>6 774</b>	<b>6 999</b>	<b>8 406</b>	<b>7 004</b>	<b>7 347</b>	<b>7 017</b>	<b>7 111</b>	<b>1,3%</b>	<b>-15,4%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>2 368</b>	<b>2 402</b>	<b>2 754</b>	<b>1 938</b>	<b>2 054</b>	<b>2 628</b>	<b>2 307</b>	<b>2 302</b>	<b>-0,2%</b>	<b>18,8%</b>

### Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>3 652</b>	<b>3 797</b>	<b>4 561</b>	<b>5 888</b>	<b>4 600</b>	<b>4 970</b>	<b>4 674</b>	<b>4 688</b>	<b>0,3%</b>	<b>-20,4%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	1 934	441	271	362	487	34,6%	-74,8%
Crédits bruts	1 181	1 277	1 660	1 862	1 898	1 940	1 845	1 775	-3,8%	-4,7%
Réserves obligatoires et libres	102	118	147	155	207	132	160	125	-21,9%	-19,2%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 368	2 402	2 754	1 938	2 054	2 628	2 307	2 302	-0,2%	18,8%
<b>Ressources</b>	<b>3 651</b>	<b>3 797</b>	<b>4 561</b>	<b>5 888</b>	<b>4 600</b>	<b>4 970</b>	<b>4 674</b>	<b>4 688</b>	<b>0,3%</b>	<b>-20,4%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	2 971	3 114	3 813	5 202	3 914	4 284	3 987	4 000	0,3%	-23,1%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	678	682	686	686	685	686	687	687	0,1%	0,3%
Excédent des opérations diverses des EC	2	1	62	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>Excédent emplois-ressources clientèle</b>	<b>1 790</b>	<b>1 837</b>	<b>2 153</b>	<b>3 340</b>	<b>2 017</b>	<b>2 344</b>	<b>2 141</b>	<b>2 226</b>	<b>3,9%</b>	<b>-33,4%</b>

## Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 291,9</b>	<b>1 367,5</b>	<b>1 664,6</b>	<b>1 535,4</b>	<b>1 614,2</b>	<b>1 805,8</b>	<b>1 625,9</b>	<b>1 602,9</b>	<b>-1,4%</b>	<b>4,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>837,5</b>	<b>829,8</b>	<b>1 187,6</b>	<b>1 032,1</b>	<b>1 301,0</b>	<b>1 642,7</b>	<b>1 499,8</b>	<b>1 476,7</b>	<b>-1,5%</b>	<b>43,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>287,1</b>	<b>537,8</b>	<b>477,0</b>	<b>503,2</b>	<b>313,2</b>	<b>163,1</b>	<b>126,1</b>	<b>126,2</b>	<b>0,1%</b>	<b>-74,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	287,1	537,8	477,0	503,2	313,2	163,1	126,1	126,2	0,1%	-74,9%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>287,1</i>	<i>315,0</i>	<i>27,0</i>	<i>112,1</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>0,0%</i>	<i>-89,3%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>0,0</i>	<i>222,8</i>	<i>450,0</i>	<i>391,2</i>	<i>301,2</i>	<i>151,1</i>	<i>114,1</i>	<i>114,2</i>	<i>0,1%</i>	<i>-70,8%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>167,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Ménages</b>	<b>2 909,3</b>	<b>2 882,0</b>	<b>3 070,5</b>	<b>3 066,1</b>	<b>3 144,8</b>	<b>3 252,3</b>	<b>3 103,4</b>	<b>3 133,8</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 235,2</b>	<b>1 227,9</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 462,4</b>	<b>1 498,1</b>	<b>1 581,7</b>	<b>1 399,6</b>	<b>1 390,4</b>	<b>-0,7%</b>	<b>-4,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>729,4</b>	<b>598,1</b>	<b>612,1</b>	<b>494,1</b>	<b>519,8</b>	<b>527,3</b>	<b>547,2</b>	<b>561,5</b>	<b>2,6%</b>	<b>13,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	497,5	540,1	526,6	420,0	446,1	453,9	483,6	497,9	3,0%	18,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>497,5</i>	<i>540,1</i>	<i>526,6</i>	<i>420,0</i>	<i>446,1</i>	<i>453,9</i>	<i>483,6</i>	<i>497,9</i>	<i>3,0%</i>	<i>18,6%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	231,8	57,9	85,4	74,2	73,7	73,4	63,6	63,7	0,1%	-14,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>50,4</i>	<i>57,9</i>	<i>84,5</i>	<i>74,2</i>	<i>73,7</i>	<i>73,4</i>	<i>63,6</i>	<i>63,7</i>	<i>0,1%</i>	<i>-14,2%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>181,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>944,7</b>	<b>1 056,0</b>	<b>1 095,2</b>	<b>1 109,5</b>	<b>1 126,9</b>	<b>1 143,2</b>	<b>1 156,6</b>	<b>1 181,8</b>	<b>2,2%</b>	<b>6,5%</b>
<i>dont actions</i>	<i>13,1</i>	<i>14,9</i>	<i>10,4</i>	<i>14,0</i>	<i>15,8</i>	<i>16,3</i>	<i>16,1</i>	<i>15,5</i>	<i>-3,7%</i>	<i>11,1%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>68,3</i>	<i>111,0</i>	<i>109,3</i>	<i>131,7</i>	<i>138,1</i>	<i>141,3</i>	<i>93,4</i>	<i>96,3</i>	<i>3,1%</i>	<i>-26,9%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>863,4</i>	<i>930,1</i>	<i>975,5</i>	<i>963,8</i>	<i>973,1</i>	<i>985,6</i>	<i>1 047,1</i>	<i>1 070,0</i>	<i>2,2%</i>	<i>11,0%</i>
<b>Autres agents</b>	<b>3 894,7</b>	<b>3 965,8</b>	<b>3 719,1</b>	<b>3 836,9</b>	<b>2 219,7</b>	<b>2 110,1</b>	<b>2 187,9</b>	<b>2 262,6</b>	<b>3,4%</b>	<b>-41,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>501,7</b>	<b>1 394,5</b>	<b>771,5</b>	<b>2 912,4</b>	<b>748,2</b>	<b>647,2</b>	<b>719,4</b>	<b>789,8</b>	<b>9,8%</b>	<b>-72,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 181,6</b>	<b>1 765,7</b>	<b>2 333,5</b>	<b>253,8</b>	<b>792,1</b>	<b>778,1</b>	<b>775,2</b>	<b>777,1</b>	<b>0,2%</b>	<b>206,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	23,0	50,1	24,1	28,2	36,4	33,4	30,5	32,4	6,1%	15,0%
Placements indexés sur les taux de marché	2 158,6	1 715,6	2 309,4	225,7	755,7	744,7	744,7	744,7	0,0%	230,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>279,0</i>	<i>279,2</i>	<i>873,0</i>	<i>225,7</i>	<i>755,7</i>	<i>744,7</i>	<i>744,7</i>	<i>744,7</i>	<i>0,0%</i>	<i>230,0%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 211,4</b>	<b>805,6</b>	<b>614,1</b>	<b>670,6</b>	<b>679,4</b>	<b>684,8</b>	<b>693,2</b>	<b>695,7</b>	<b>0,4%</b>	<b>3,7%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>8 096,0</b>	<b>8 215,3</b>	<b>8 454,2</b>	<b>8 438,3</b>	<b>6 978,7</b>	<b>7 168,2</b>	<b>6 917,1</b>	<b>6 999,3</b>	<b>1,2%</b>	<b>-17,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 574,4</b>	<b>3 452,2</b>	<b>3 322,3</b>	<b>5 406,9</b>	<b>3 547,4</b>	<b>3 871,6</b>	<b>3 618,8</b>	<b>3 656,9</b>	<b>1,1%</b>	<b>-32,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 198,1</b>	<b>2 901,6</b>	<b>3 422,6</b>	<b>1 251,2</b>	<b>1 625,1</b>	<b>1 468,5</b>	<b>1 448,5</b>	<b>1 464,8</b>	<b>1,1%</b>	<b>17,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	520,6	590,3	550,7	448,1	482,5	487,3	514,1	530,3	3,1%	18,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>520,5</i>	<i>590,3</i>	<i>550,7</i>	<i>448,1</i>	<i>482,5</i>	<i>487,3</i>	<i>514,1</i>	<i>530,3</i>	<i>3,1%</i>	<i>18,3%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	2 677,6	2 311,3	2 871,8	803,1	1 142,6	981,2	934,4	934,6	0,0%	16,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>616,6</i>	<i>652,2</i>	<i>984,6</i>	<i>411,9</i>	<i>841,4</i>	<i>830,1</i>	<i>820,3</i>	<i>820,4</i>	<i>0,0%</i>	<i>99,2%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 060,9</i>	<i>1 659,2</i>	<i>1 887,3</i>	<i>391,2</i>	<i>301,2</i>	<i>151,1</i>	<i>114,1</i>	<i>114,2</i>	<i>0,1%</i>	<i>-70,8%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 323,4</b>	<b>1 861,6</b>	<b>1 709,3</b>	<b>1 780,2</b>	<b>1 806,2</b>	<b>1 828,1</b>	<b>1 849,8</b>	<b>1 877,5</b>	<b>1,5%</b>	<b>5,5%</b>
<i>dont actions</i>	<i>13,1</i>	<i>14,9</i>	<i>10,4</i>	<i>14,0</i>	<i>15,8</i>	<i>16,3</i>	<i>16,1</i>	<i>15,5</i>	<i>-3,7%</i>	<i>11,1%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>1 378,7</i>	<i>805,6</i>	<i>614,1</i>	<i>670,6</i>	<i>679,4</i>	<i>684,8</i>	<i>693,2</i>	<i>695,7</i>	<i>0,4%</i>	<i>3,7%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>68,3</i>	<i>111,0</i>	<i>109,3</i>	<i>131,7</i>	<i>138,1</i>	<i>141,3</i>	<i>93,4</i>	<i>96,3</i>	<i>3,1%</i>	<i>-26,9%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>863,4</i>	<i>930,1</i>	<i>975,5</i>	<i>963,8</i>	<i>973,1</i>	<i>985,6</i>	<i>1 047,1</i>	<i>1 070,0</i>	<i>2,2%</i>	<i>11,0%</i>

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>3 711,6</b>	<b>4 694,6</b>	<b>4 857,6</b>	<b>6 266,9</b>	<b>4 871,3</b>	<b>5 189,0</b>	<b>4 953,2</b>	<b>5 007,6</b>	<b>1,1%</b>	<b>-20,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 574,4</b>	<b>3 452,2</b>	<b>3 322,3</b>	<b>5 406,9</b>	<b>3 547,4</b>	<b>3 871,6</b>	<b>3 618,8</b>	<b>3 656,9</b>	<b>1,1%</b>	<b>-32,4%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>520,6</b>	<b>590,3</b>	<b>550,7</b>	<b>448,1</b>	<b>482,5</b>	<b>487,3</b>	<b>514,1</b>	<b>530,3</b>	<b>3,1%</b>	<b>18,3%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>520,5</i>	<i>590,3</i>	<i>550,7</i>	<i>448,1</i>	<i>482,5</i>	<i>487,3</i>	<i>514,1</i>	<i>530,3</i>	<i>3,1%</i>	<i>18,3%</i>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>616,6</b>	<b>652,2</b>	<b>984,6</b>	<b>411,9</b>	<b>841,4</b>	<b>830,1</b>	<b>820,3</b>	<b>820,4</b>	<b>0,0%</b>	<b>99,2%</b>
<b>Bons de caisse</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Titres de créances négociables</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Placement HZE</b>	<b>4 384,3</b>	<b>3 520,7</b>	<b>3 596,6</b>	<b>2 171,4</b>	<b>2 107,4</b>	<b>1 979,2</b>	<b>1 963,9</b>	<b>1 991,7</b>	<b>1,4%</b>	<b>-8,3%</b>
<i>dont actions</i>	<i>13,1</i>	<i>14,9</i>	<i>10,4</i>	<i>14,0</i>	<i>15,8</i>	<i>16,3</i>	<i>16,1</i>	<i>15,5</i>	<i>-3,7%</i>	<i>11,1%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>1 378,7</i>	<i>805,6</i>	<i>614,1</i>	<i>670,6</i>	<i>679,4</i>	<i>684,8</i>	<i>693,2</i>	<i>695,7</i>	<i>0,4%</i>	<i>3,7%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 060,9</i>	<i>1 659,2</i>	<i>1 887,3</i>	<i>391,2</i>	<i>301,2</i>	<i>151,1</i>	<i>114,1</i>	<i>114,2</i>	<i>0,1%</i>	<i>-70,8%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>68,3</i>	<i>111,0</i>	<i>109,3</i>	<i>131,7</i>	<i>138,1</i>	<i>141,3</i>	<i>93,4</i>	<i>96,3</i>	<i>3,1%</i>	<i>-26,9%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>863,4</i>	<i>930,1</i>	<i>975,5</i>	<i>963,8</i>	<i>973,1</i>	<i>985,6</i>	<i>1 047,1</i>	<i>1 070,0</i>	<i>2,2%</i>	<i>11,0%</i>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>8 096,0</b>	<b>8 215,3</b>	<b>8 454,2</b>	<b>8 438,3</b>	<b>6 978,7</b>	<b>7 168,2</b>	<b>6 917,1</b>	<b>6 999,3</b>	<b>1,2%</b>	<b>-17,1%</b>

# Les crédits à l'économie

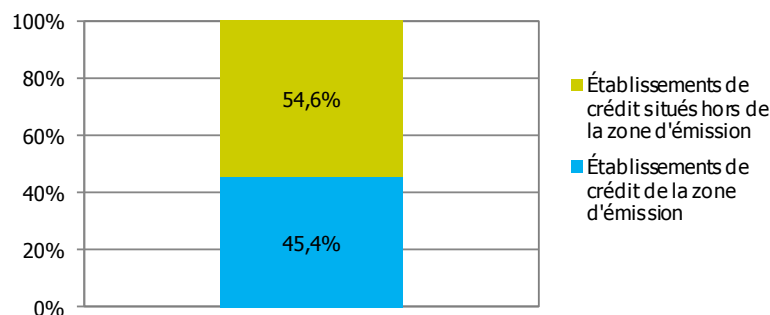
## Établissement de crédit local

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	60,2	64,0	31,2	2,0	5,1	35,7	24,0	3,1	-87,0%	58,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	60,2	64,0	31,2	2,0	5,1	35,7	24,0	3,1	-87,0%	58,9%
Crédits d'investissement	86,8	76,6	71,0	58,1	79,9	73,8	67,7	61,6	-9,1%	6,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	86,8	76,6	71,0	58,1	79,9	73,8	67,7	61,6	-9,1%	6,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	65,5	64,1	53,3	45,4	41,4	37,7	34,0	30,2	-11,2%	-33,5%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	133,5	122,8	120,1	117,3	114,5	111,7	-2,5%	-9,1%
Autres crédits	54,1	39,2	59,2	171,5	161,5	155,7	150,5	145,3	-3,4%	-15,3%
<b>Encours sain</b>	<b>201,1</b>	<b>179,8</b>	<b>294,9</b>	<b>354,4</b>	<b>366,5</b>	<b>382,6</b>	<b>356,8</b>	<b>321,6</b>	<b>-9,8%</b>	<b>-9,2%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	823,2	919,0	1 185,6	1 212,1	1 245,4	1 249,5	1 220,0	1 194,0	-2,1%	-1,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	801,1	895,7	1 168,9	1 187,7	1 224,9	1 228,0	1 201,6	1 177,9	-2,0%	-0,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	22,1	23,3	16,8	24,4	20,5	21,5	18,4	16,1	-12,6%	-34,0%
Crédits à l'habitat	57,0	69,1	70,3	188,2	179,1	173,6	164,0	154,3	-5,9%	-18,0%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>880,3</b>	<b>988,0</b>	<b>1 256,0</b>	<b>1 400,3</b>	<b>1 424,5</b>	<b>1 423,1</b>	<b>1 384,0</b>	<b>1 348,3</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-3,7%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>3,1</b>	<b>12,3</b>	<b>12,9</b>	<b>12,2</b>	<b>12,3</b>	<b>40,8</b>	<b>12,0</b>	<b>12,1</b>	<b>1,3%</b>	<b>-0,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>1 084,5</b>	<b>1 180,1</b>	<b>1 563,7</b>	<b>1 766,9</b>	<b>1 803,3</b>	<b>1 846,5</b>	<b>1 752,7</b>	<b>1 682,0</b>	<b>-4,0%</b>	<b>-4,8%</b>
Créances douteuses brutes	96,8	97,1	96,0	94,8	94,6	93,1	92,7	92,6	-0,1%	-2,3%
<i>Créances douteuses nettes</i>	2,6	5,1	5,2	7,3	7,2	7,0	6,9	6,7	-2,9%	-8,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,0	0,0	0,4	1,2	0,9	0,9	0,8	0,7	-7,1%	-40,8%
<i>(dt) Ménages</i>	2,6	5,1	4,8	6,0	6,3	6,1	6,1	6,0	-2,4%	-1,5%
Provisions	94,1	92,0	90,8	87,5	87,3	86,1	85,8	85,9	0,1%	-1,8%
<b>Encours brut total</b>	<b>1 181,2</b>	<b>1 277,3</b>	<b>1 659,7</b>	<b>1 861,6</b>	<b>1 897,9</b>	<b>1 939,6</b>	<b>1 845,5</b>	<b>1 774,7</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-4,7%</b>
Taux de créances douteuses	8,2%	7,6%	5,8%	5,1%	5,0%	4,8%	5,0%	5,2%	0,2 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	97,3%	94,7%	94,5%	92,3%	92,4%	92,5%	92,6%	92,8%	0,2 pt	0,5 pt

## Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	66,5	64,1	1 290,1	17,2	76,1	111,7	61,1	8,7	-85,8%	-49,5%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	1 155,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	66,5	64,1	134,8	17,2	76,1	111,7	61,1	8,7	-85,8%	-49,5%
Crédits d'investissement	1 011,0	847,1	1 155,6	1 936,8	2 085,6	1 985,0	1 872,9	1 789,2	-4,5%	-7,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 011,0	847,1	1 155,6	1 936,8	2 085,6	1 985,0	1 872,9	1 789,2	-4,5%	-7,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	69,6	67,7	56,4	47,8	43,5	39,8	35,7	31,8	-11,1%	-33,6%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	133,5	122,8	120,1	117,3	114,5	111,7	-2,5%	-9,1%
Autres crédits	54,1	39,2	59,2	171,5	161,5	155,7	150,5	145,3	-3,4%	-15,3%
<b>Encours sain</b>	<b>1 131,7</b>	<b>950,3</b>	<b>2 638,3</b>	<b>2 248,3</b>	<b>2 443,3</b>	<b>2 369,7</b>	<b>2 199,0</b>	<b>2 054,9</b>	<b>-6,6%</b>	<b>-8,6%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	823,2	919,0	1 185,6	1 212,1	1 245,4	1 249,5	1 220,0	1 194,0	-2,1%	-1,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	801,1	895,7	1 168,9	1 187,7	1 224,9	1 228,0	1 201,6	1 177,9	-2,0%	-0,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	22,1	23,3	16,8	24,4	20,5	21,5	18,4	16,1	-12,6%	-34,0%
Crédits à l'habitat	418,5	352,6	267,8	324,6	299,5	280,8	255,9	236,6	-7,5%	-27,1%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>1 241,7</b>	<b>1 271,6</b>	<b>1 453,4</b>	<b>1 536,7</b>	<b>1 544,9</b>	<b>1 530,3</b>	<b>1 475,9</b>	<b>1 430,6</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-6,9%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	340,8	289,4	273,6	224,2	222,3	203,6	203,6	185,8	-8,8%	-17,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	340,8	289,4	273,6	224,2	222,3	203,6	203,6	185,8	-8,8%	-17,1%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>340,8</b>	<b>289,4</b>	<b>273,6</b>	<b>224,2</b>	<b>222,3</b>	<b>203,6</b>	<b>203,6</b>	<b>185,8</b>	<b>-8,8%</b>	<b>-17,1%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>99,8</b>	<b>80,3</b>	<b>52,1</b>	<b>70,1</b>	<b>55,4</b>	<b>60,5</b>	<b>47,1</b>	<b>30,6</b>	<b>-35,0%</b>	<b>-56,3%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>2 814,0</b>	<b>2 591,6</b>	<b>4 417,5</b>	<b>4 079,3</b>	<b>4 265,9</b>	<b>4 164,0</b>	<b>3 925,7</b>	<b>3 701,9</b>	<b>-5,7%</b>	<b>-9,3%</b>
<i>dont ECHZE</i>	1 729,6	1 411,5	2 853,8	2 312,4	2 462,6	2 317,6	2 172,9	2 019,9	-7,0%	-12,7%
Créances douteuses brutes	768,9	586,1	508,3	473,0	470,0	468,8	460,8	447,4	-2,9%	-5,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	329,9	292,9	283,8	271,3	269,9	270,4	266,6	263,3	-1,3%	-2,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	213,8	201,6	202,7	200,3	199,5	199,1	198,1	197,5	-0,3%	-1,4%
<i>(dt) Ménages</i>	116,1	91,2	81,1	71,0	70,4	71,4	68,6	65,7	-4,1%	-7,4%
Provisions	439,0	293,2	224,5	201,7	200,1	198,4	194,1	184,2	-5,1%	-8,7%
<b>Encours brut total</b>	<b>3 582,9</b>	<b>3 177,6</b>	<b>4 925,9</b>	<b>4 552,3</b>	<b>4 735,9</b>	<b>4 632,9</b>	<b>4 386,5</b>	<b>4 149,4</b>	<b>-5,4%</b>	<b>-8,9%</b>
Taux de créances douteuses	21,5%	18,4%	10,3%	10,4%	9,9%	10,1%	10,5%	10,8%	0,3 pt	0,4 pt
Taux de provisionnement	57,1%	50,0%	44,2%	42,7%	42,6%	42,3%	42,1%	41,2%	-0,9 pt	-1,5 pt

### Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE  
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achievé d'imprimer : septembre 2014 – Dépôt légal : septembre 2014 – ISSN : 2271-5770